



Policy Brief (Mars -Avril 2020)



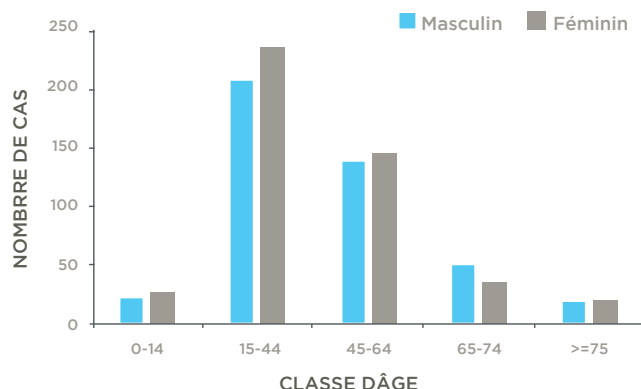
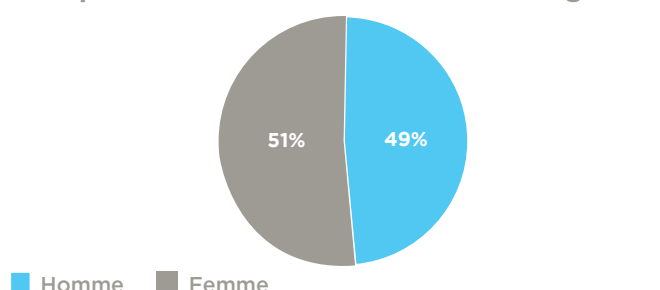
# GENRE ET CRISE DU COVID-19 EN TUNISIE : DEFIS ET RECOMMANDATIONS

Des ouvrières Tunisiennes se confinent à l'usine pour fabriquer des masques ( crédit photo Sté Consomed) Mars 2020

A la date du 24 Avril 2020, la Tunisie a enregistré 934 cas confirmés COVID-19. La courbe de progression de l'épidémie est restée assez plate mais la vigilance est toujours de mise et la population est dans l'obligation de se préparer à cohabiter avec le corona virus.

La répartition des cas confirmés COVID-19 en fonction du genre met en relief un nombre de femmes atteintes quasiment égal au nombre des hommes atteints contrastant avec un taux de mortalité trois fois plus élevé chez les hommes (sex-ratio M/F égal à 3,22) :

Répartition des cas COVID-19 selon le genre



Répartition des cas COVID-19 par classe d'âge/sexe

Bien que les chiffres soient en faveur d'un accès égalitaire aux soins, plusieurs situations montrent que les femmes peuvent être confrontées à des barrières limitant leur prise en charge. Mardi 7 avril 2020, dans une déclaration accordée à la télévision nationale, le ministre de la Santé Abdellatif Mekki parlant des difficultés de prise en charge du COVID-19 a cité cette situation :

**« UN CADRE BANCAIRE DE RETOUR DE L'ÉTRANGER AVAIT REFUSÉ DE S'AUTO-ISOLER, IL A REFUSÉ LA DEMANDE DE SON ÉPOUSE DE FAIRE DES ANALYSES, IL AVAIT MÊME REPRIS LE TRAVAIL DE FAÇON NORMALE. CE CADRE BANCAIRE A FINI PAR CONTAMINER SA FEMME ET L'A AGRESSÉE LORSQU'ELLE AVAIT TENTÉ DE QUITTER LA MAISON ET SIGNALER SON ÉTAT. »**

La Tunisie à l'instar de tous les pays du monde a dû prendre une série de mesures pour faire face à la pandémie COVID-19 : fermeture des écoles et suspension des activités de loisirs depuis le 12 mars, couvre-feu instauré le 18 mars, et un confinement général depuis le 21 mars 2020.

L'impact de la pandémie et de ces mesures préventives est différencié en fonction du genre et a mis en exergue les inégalités et les discriminations antérieures.

Les femmes en confinement voient leur charge de travail augmentée surtout quand elles font partie des secteurs qui continuent à travailler en présentiel ou à distance avec une charge de travail domestique plus importante en raison de la fermeture des jardins d'enfant et des écoles, des mesures d'hygiène strictes à entreprendre et à toute la réorganisation familiale. La promiscuité, les conflits exacerbent les taux de violence intrafamiliale touchant les femmes et les enfants en particulier.

L'impact socio-économique sur les femmes est également plus prononcé étant donné qu'elles sont déjà les plus pauvres et que plusieurs d'entre elles font partie du secteur informel et précaire (femmes de ménage, commerce informel, artisane non déclarée) et que le gouvernement n'a pas pris de mesures spécifiques pour les femmes dans l'allocation des aides sociales.

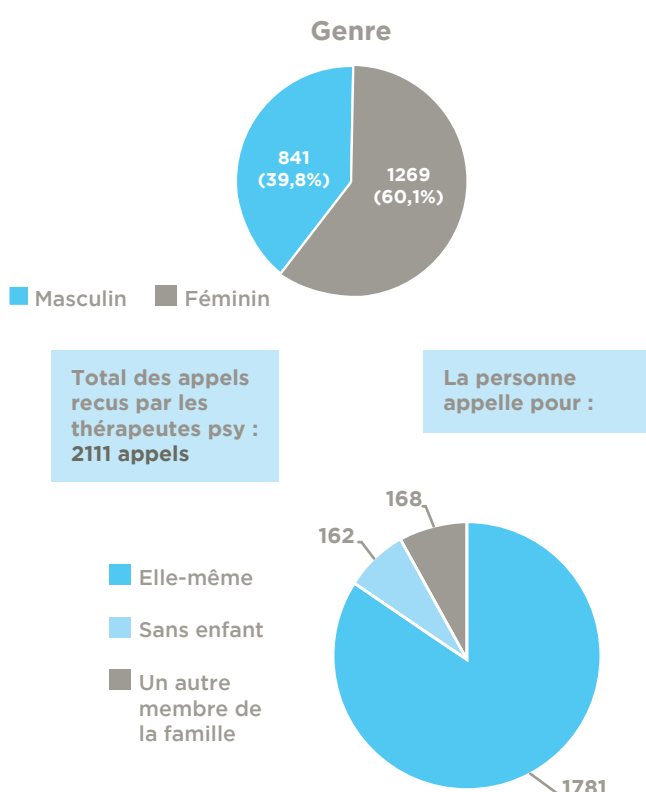
1 Observatoire national des maladies nouvelles et émergentes ONMNE <https://covid-19.localbeta.ovh/uploads/img/46.pdf>

2 <https://www.nessma.tv/fr/nationale/actu/mekki-un-cadre-bancaire-contamine-sa-femme-apres-avoir-refuse-de-faire-le-test/211096>

La mise en avant d'un leadership féminin s'est imposée dans les comités scientifiques, médicaux et académiques mais la faible représentativité antérieure des femmes dans les instances de décision a largement marqué la gestion de la crise du COVID-19.

Les données de la cellule d'assistance psychologique du ministère de la santé publique dédiée à la gestion de l'impact psychologique de la crise du Covid-19 en période de confinement ont montré une grande demande des femmes. Stress et anxiété étant les principales plaintes.

### Données du 30 Mars au 20 Avril 2020



Ainsi, plusieurs champs de préoccupation de la situation des femmes en situation de COVID-19 se dégagent dont :

- Les difficultés d'accès à la justice et la nécessité de protection des femmes.
- Les violences faites aux femmes : Sur une situation déjà alarmante en matière de violence basée sur le genre se sont ajoutés la crise du Covid-19 et le confinement exposant les femmes à plus de violence en l'absence de mécanismes de protection adaptée.
- La féminisation du secteur de la santé avec son corollaire la nécessité de prendre des mesures spécifiques d'accompagnement et de protection.
- L'accès aux services de santé sexuelle et reproductive en déclin ces dernières années comme l'atteste les différents indicateurs constitue un défi difficilement réalisable.
- L'occultation d'un leadership féminin dans les sphères de prise de décision impactant l'avenir politique des femmes et ôtant les décisions prises de toute dimension genre.



### Accès à la justice

A partir du 16 mars, les travaux dans tous les tribunaux ont été suspendus en Tunisie, sauf les cas « urgents ou relevant d'une nécessité » comme l'a précisé le communiqué du ministère de la justice du 15 mars 2020.

Cette mesure expéditive et générique conjuguée aux mesures de confinement général, au couvre-feu et à la paralysie des moyens de transport a abouti à l'isolement des femmes et à la consolidation d'un sentiment d'impunité générale. Tous ces facteurs posent de sérieux obstacles quant au droit des femmes à l'accès à la justice, pourtant, droit fondamental consacré constitutionnellement.

#### Droit d'accès à la justice

Article 108 de la Constitution : toute personne a droit à un procès équitable et dans un délai raisonnable. Les justiciables sont égaux devant la justice. Le droit d'ester en justice et le droit de défense sont garantis.

#### • Le domaine des cas urgents et relevant d'une extrême nécessité :

Les cas d'urgence ne sont pas définis dans le communiqué, des notes du ministère de la justice ou du conseil supérieur de la magistrature en ont défini les contours.

Il s'agit principalement des audiences correctionnelles, des audiences relatives à l'enfance menacée, des référés d'une extrême nécessité ainsi qu'une permanence du parquet.

Ce qui exclut de ce domaine d'intervention, toutes questions relatives à la garde, à la pension alimentaire et aux mesures de protection du ressort du juge de la famille qui sont pourtant nécessaire à la subsistance et d'ordre vital.

#### • Les femmes victimes de violence et l'accès à la justice

Face au flou normatif et institutionnel qui accompagne la crise du Covid-19, les droits des femmes victimes de violences sont sérieusement menacés. D'après les observateurs, seuls les cas de violence physique ou sexuelle extrêmes sont pris en charge pourtant la séquestration, les violences morales et économiques notamment la privation de fond et l'interdiction de travailler sont récurrents lors du confinement et présentent un extrême danger pour les femmes.

#### • Lettre de la société civile au conseil supérieur de la magistrature pour garantir aux femmes l'accès à la justice

Partant de constats alarmants relatifs à la recrudescence de la violence à l'égard des femmes, à l'exacerbation du sentiment d'impunité des agresseurs mais également au nombre important de refus et retard de paiement de l'obligation alimentaire, un ensemble d'OSC ont adressé, le 20 avril, un appel urgent au Conseil supérieur de la magistrature l'exhortant à prendre les mesures nécessaires pour :

- Permettre aux survivantes de saisir directement le Procureur de la République sans passer par la police judiciaire

- Inciter les vices procureurs à prendre les mesures de protection urgentes pour venir en aide aux victimes de violence.
- Permettre aux survivantes, à la société civile ou aux témoins de saisir les procureurs ou de signaler aux unités les cas de violence par voie électronique, téléphonique
- La reprise des juges de la famille
- La poursuite des agents des unités spécialisées exerçant des pressions sur les victimes ou ne consignant pas les procès-verbaux.

✚ Le conseil supérieur de la magistrature a répondu favorablement à cet appel dans sa note du 28 avril 2020 prévoyant un retour progressif du travail des tribunaux à partir du 4 mai et demandant aux juges de la famille d'assurer les ordonnances de protection dans les cas relatifs aux violences contre les femmes et à l'enfance menacée.

#### Les mesures de protection urgentes que peut prendre le Procureur de la République d'après la loi n°2017-58 incluent :

- Le transfert de la victime et des enfants qui résident avec elle, en cas de nécessité, vers des lieux sécurisés
- Le transfert de la victime pour recevoir les premiers secours lorsqu'elle est atteinte de préjudices corporels
- Eloigner le prévenu du domicile ou lui interdire d'approcher la victime ou de se trouver à proximité de son domicile ou de son lieu de travail, en cas de péril menaçant la victime ou ses enfants qui résident avec elle.

#### • L'aide judiciaire au temps du confinement

La constitution tunisienne reconnaît la responsabilité de l'Etat à assurer l'aide judiciaire aux personnes démunies. La loi 2017-58 reconnaît le bénéfice de l'aide judiciaire à toutes femmes victimes de violence cependant, en l'absence d'une réforme générale des procédures d'aide judiciaire, ces services demeurent paralysés.

#### • Les détenues entre réhabilitation et isolement

Le ministère de la justice a annoncé dans un communiqué du 16 mars des mesures de prévention et de vigilance pour lutter contre la propagation du Covid-19, parmi lesquelles :

- L'interdiction des visites directes et la réduction du nombre de visites indirectes à une fois par semaine.
- La mise en place d'un système d'isolement pour les nouveaux détenus.

Les femmes constituent 3% de la population carcérale<sup>4</sup>. Elles souffrent déjà de stigmatisation et de rejet familial. Ces mesures risquent fortement de les impacter surtout avec l'interdiction de déplacement entre les régions. Il est primordial de pouvoir leur assurer des moyens de communication par téléphone avec leurs familles et proches. Le ministère a bien annoncé des mesures dans ce sens.

Afin d'inclure les détenues dans les efforts de mobilisation nationale, l'atelier de confection de la prison civile des femmes a entamé depuis le début de la crise la production de masques de protection et de combinaisons médicales. Plus de 20.000 masques ont été confectionnés dans les ateliers carcéraux comme l'a annoncé la Direction générale des prisons et de la rééducation<sup>5</sup>.



(Unité de confection de la prison de Kasserine- Comité général des prisons et de la rééducation – Avril 2020)

#### RECOMMANDATIONS

- 1- Soutenir la mise en place d'un mécanisme de référencement de crise au profit des femmes victimes de violences assurant une information claire et précise quant aux fonctionnement des tribunaux et au circuit entre hôpitaux- officiers de la police judiciaire- procureurs- juge de la famille, centres d'accueil et société civile.
- 2- Assurer une permanence d'aide judiciaire joignable par tous moyens (téléphones- internet...)
- 3- Permettre aux victimes de signaler les cas de violence et de porter plainte par tous moyens sans les obliger à se déplacer physiquement.
- 4- La reprise du travail des juges de familles fort souhaitable pour toutes les affaires relatives à la garde, la pension alimentaire et les ordonnances de protection qui restent plus efficaces et pérennes que les mesures de protection urgentes que peut prendre le parquet.
- 5- Soutenir la mise en place au profit des détenues des moyens de communication à distance avec leurs familles et proches.
- 6- Soutenir la mise en place rapide d'un système d'audience à distance et en faire profiter les détenues.

3 <https://ftdes.net/ar/lettre-de-la-societe-civile/?fbclid=IwAR3H1GuKapvTDR6msv1kr2LXLCQcoNaq55mizBxRQR3IGRHcEkIcFoRUMg> (disponible en arabe seulement).

4 <https://www.observatoire-securite.tn/fr/population-carcerale-en-tunisie-2016/>

5 <https://www.turess.com/fr/letemps/112559>





## Les violences faites aux femmes en temps de COVID-19

Depuis le début de la crise du COVID-19 et surtout depuis les mesures de confinement strict, plusieurs indicateurs démontrent une nette recrudescence de la violence faite aux femmes en Tunisie.

La prévalence de la violence contre les femmes était déjà alarmante en Tunisie (47.6 % des femmes ont déclaré avoir subi au moins une forme de violence et 1 femme sur trois est victime de violence conjugale).

En 2018, de février à décembre près de 45000 plaintes ont été déposées auprès des unités spécialisées dans les enquêtes sur la violence contre la femme et l'enfant.

La Tunisie qui s'est dotée d'une loi organique pour l'élimination de la violence (la loi 2017-58) et qui a mis en place des mécanismes institutionnels de protection des femmes et de prévention de la violence n'arrive pas encore à éradiquer ce phénomène.

En temps de COVID-19, les recours habituels des femmes victimes de violence largement basés sur le cercle familial et amical se sont nettement rétrécis en raison des différentes restrictions de circulation et des exigences de distanciation sociale. Les services offerts par les institutions chargées de la prise en charge et de l'accompagnement des femmes sont nettement altérés par la réorganisation du travail en temps de Covid-19.

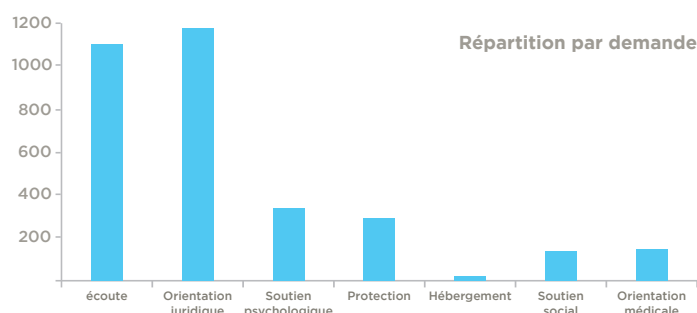
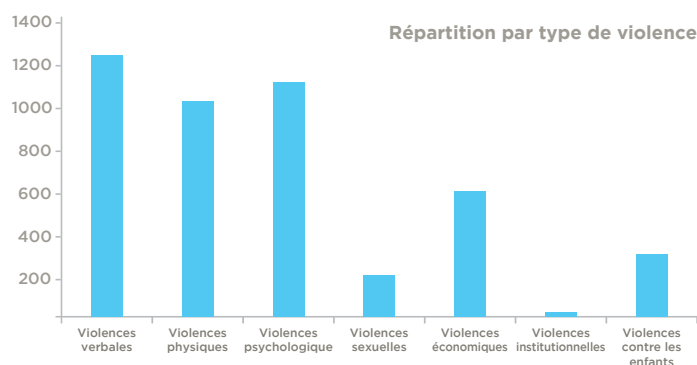
Plusieurs initiatives pour la sensibilisation et pour un meilleur accompagnement des femmes victimes de violence ont essentiellement émané de la société civile mais également du ministère de la femme, famille, enfance et seniors (MFES) mais restent nettement en deçà des besoins des femmes.

• **Les données de la ligne verte 1899 mise à la disposition des femmes victimes de violence par le ministère de la femme, famille enfance et seniors.** Depuis le 04 février 2020 cette ligne couvre les 24h et les 7 jours de la semaine.

« Seulement du 23 au 29 mars, 40 femmes victimes de violence ont été signalées contre 7 alertes durant la même période en 2019. Il s'agit surtout de femmes vivant dans des zones de l'intérieur du pays, âgées de 30 à 40 ans. Les agressions sont verbales ou physiques et ont nécessité dans deux cas l'hospitalisation vu leur gravité. » Asma Shiri Ministre FFES.

Il est à noter que plus le confinement se prolonge plus le nombre de signalement est en augmentation, le ministère a annoncé dans un premier temps une augmentation du nombre d'appel des femmes victimes de violence de cinq fois fin Mars puis de sept fois début Avril pour atteindre neuf fois comparativement à la même période de l'année dernière. Ainsi du 23 Mars et 23 Avril 2020, la ligne verte a reçu 1425 appels de femmes victimes de violence.

- 1425 Appels signalant des cas de violences faites aux femmes ont été reçus par la ligne verte pour l'écoute et l'orientation (1899) du Ministère de la femme.
- 77% des auteurs sont les époux

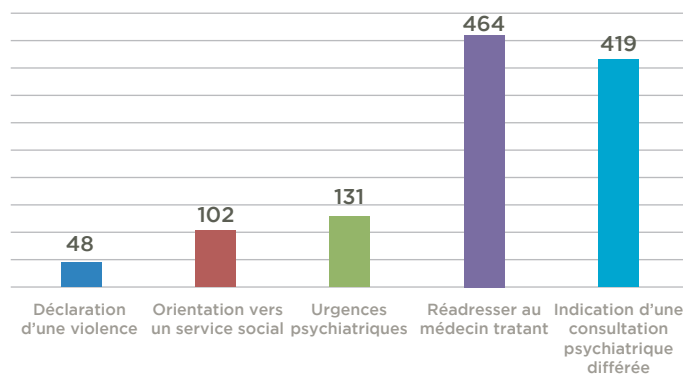


- Les données de la cellule d'assistance psychologique CAP réactivée par le ministère de la santé à partir du 30 Mars 2020. La CAP est destinée à l'écoute et à l'aide psychologique en rapport avec l'impact psychologique du COVID-19.

240 psychiatres, pédopsychiatres et psychologues bénévoles du secteur public et privé. **Numéro vert 80105050**

Du 30 Avril au 20 Avril, la CAP a reçu 2111 appels. Dans 48 cas une violence intrafamiliale a été notée dont la grande majorité sont des violences basées sur le genre

### Orientation



Une note concernant le dépistage et l'orientation des violences faites aux femmes a été partagée avec tous les intervenants (opérateurs et psy).



- Les données du ministère de l'intérieur ne sont pas disponibles, certaines sources rapportent une diminution importante du nombre des plaintes auprès des Unités spécialisées dans les enquêtes sur les cas de violence contre la femme et l'enfant comparativement à l'année dernière. Le nombre de demande d'expertise médico-légale et médico-psychologique émanant de ces unités ont également nettement diminué comme l'attestent des données hospitalières.

Il est important d'avoir accès à ces données et de les analyser. Si l'information se confirme, elle pose la question de l'accès des femmes aux services de ces unités.

#### • Les données de la société civile :

plusieurs associations féministes notamment l'ATFD, l'AFTURD et Beity ont mis en place des services d'écoute téléphonique des FVV spécifiques au temps du COVID-19.

Les données de l'association tunisienne des femmes démocrates (ATFD) notent également une nette recrudescence des violences basées sur le genre par rapport à la même période de l'année dernière et au fur et à mesure que la période de confinement se prolonge.

Ainsi, du 16 au 31 mars : 33 femmes dont 4 femmes anciennes, une migrante, 3 hommes ont eu recours au centre d'écoute. Les Services offerts : 26 séances d'écoute, 15 séances d'orientation juridiques et 14 séances de suivi psychologique. Du 1 avril jusqu'à le 14 avril : 43 femmes, dont 30 nouvelles et 13 femmes anciennes. Les Services offerts : 23 séances d'écoute, 14 orientations juridiques et 11 séances de suivi psychologique.

Toutes ces données démontrent une augmentation de la prévalence de la violence faite aux femmes en temps de confinement. Plusieurs indices attestent de la gravité des violences subies.

#### AVEC L'AUGMENTATION DES VIOLENCES, LES FEMMES RENCONTRENT DES DIFFICULTÉS D'ACCÈS AUX SERVICES DE PROTECTION

Le travail des institutions de protection des femmes victimes de violence est largement affecté par la crise COVID-19. Ces difficultés affectent toute la chaîne de prise en charge : ministère de l'intérieur, ministère de la femme, ministère de la justice, ministère de la santé et même les associations féministes.

- Le ministère de l'intérieur : les unités spécialisées dans l'enquête sur les crimes de violence contre la femme et l'enfant travaille jusqu'à 14h et donc les femmes ont plus de difficultés à déposer leurs plaintes. Plusieurs femmes ont témoigné de la difficulté qu'elles ont rencontrée pour enregistrer leurs plaintes avec pour argument « on ne traite que les affaires graves et urgentes, les tribunaux sont fermés ».

- Avec La décision du ministère datant du 23 Mars 2020 appelant à l'arrêt de toutes les activités de soins non urgents, les hôpitaux n'offrent plus facilement les services aux femmes victimes de violence notamment pour l'octroi du certificat médical initial.

Les difficultés à mettre en place le circuit covid + a fait que beaucoup de malades COVID dont les FVV qui sont considérées comme non urgentes surtout quand il n'y a pas de lésions physiques nécessitant des soins urgents.

- Les tribunaux sont fermés sauf affaires urgentes. L'accès des femmes aux différentes juridictions est devenu quasi impossible : procureur de la république, juge de la famille... (L'accès à la justice a été détaillé plus haut).

- Les associations féministes n'offrent plus des services en présentiel mais à distance, les centres d'hébergement gérés par ces associations sont en majorité fermés ou n'acceptent plus de nouvelles femmes par crainte d'avoir des COVID+.

#### Plusieurs mesures ont été prises pour soutenir les femmes victimes de violence

La sensibilisation : des campagnes de sensibilisation, des spots et des vidéos émanant :

- du ministère de la femme

<https://www.facebook.com/femme.gov.tn/videos/214547243319380/UzpfSTE2MzU1NDkxMzk6MTAyMTQ4OTgzODkwNDY2NTk/>

- du ministère de l'intérieur

<https://www.facebook.com/ministere.interieur.tunisie/videos/251876456186650/UzpfSTE2MzU1NDkxMzk6MTAyMTQ5NTc5MjgyNTUxMDI/>

- ainsi que des associations

<https://www.facebook.com/femmesdemocrates/videos/>



[656956891721313/ ?v=656956891721313](https://www.facebook.com/femmesdemocrates/videos/656956891721313/?v=656956891721313)

Plusieurs émissions télévisées et radio, les journaux en ligne et les réseaux sociaux ont participé à la sensibilisation du grand public sur les violences faites aux femmes.

— Le ministère de la femme, famille, enfance et seniors a pris une série de mesures :

- la ligne verte 1899 pour les femmes victimes de violence est devenue fonctionnelle pendant 24h,
- ouverture d'un centre d'hébergement des FVV pour la période COVID-19,
- sensibilisation du ministère de l'intérieur, de la justice et de la santé pour faciliter l'accès des femmes aux mesures de protection,
- mise en place d'une commission intersectorielle associant les différents ministères et la société civile dédiée à la prise en charge des FVV.

— La société civile : campagnes de sensibilisation, services d'écoute à distance pour les FVV et plaidoyer auprès du gouvernement, des ministères de tutelle et au conseil supérieur de la magistrature.

### RECOMMANDATIONS

- Organiser de nouvelles campagnes de sensibilisation du grand public contre la violence faite aux femmes.
- Sensibiliser les professionnels et les intervenants dans la protection et l'accompagnement des femmes victimes de violence.
- Etudier le prolongement des horaires administratifs des unités spécialisées dans l'enquête sur les crimes de violence contre la femme et l'enfant et mettre en place les dispositifs pour recevoir les plaintes à distance.
- Garantir l'accès des femmes victimes de violence aux services de police et de la garde nationale pour déposer leurs plaintes et bénéficier des mesures de protection prévues dans la loi 2017-58.
- Appliquer l'article 25 de la loi 2017-58 incriminant l'exercice intentionnel de pressions sur la victime ou tout type de contrainte en vue de l'amener à renoncer à ses droits ou à modifier sa déposition ou à se rétracter.
- Faciliter l'accès des femmes victimes de violence aux structures de soins et les intégrer dans le circuit Covid-19 négatif et garantir la remise rapide du certificat médical initial et gratuit en cas de violence conjugale.
- Faciliter l'accès à la justice et aux ordonnances de protection (cf. plus haut).
- Assurer l'hébergement des FVV et de leurs enfants dans des conditions sanitaires sécurisées.
- Assurer l'aide sociale et économique aux FVV et favoriser leur accès aux pensions familiales.
- La mise en place de l'observatoire national pour la prévention des violences à l'égard des femmes conformément à l'article 40 de la loi 58-2017.

### Les professionnelles de la santé et le COVID-19

Les femmes sont en première ligne pour affronter l'épidémie. Elles composent l'essentiel du personnel soignant, au contact direct des malades, et courent donc davantage le risque d'être infectées. Pourtant les données manquent quant à la féminisation du secteur de la santé, elles restent dans l'ensemble lacunaires.



(Hôpital universitaire de Sfax, Dr Olfa Turki, professeure en anesthésie-réanimation donne le biberon à un nourrisson qui serait atteint du covid-19)

Selon l'étude publiée en 2018 et faite en collaboration avec l'ONU femmes relative à la présence des femmes dans la fonction publique et accès aux postes de décision en Tunisie, « les taux de féminisation des emplois fonctionnels les plus faibles ont été enregistrés dans des secteurs qui sont relativement dominés par les femmes en l'occurrence la santé, (le taux de féminisation des emplois fonctionnels est de 39,0% alors que le taux de féminisation du secteur atteint 63,4%). Ce qui fait que la participation des femmes à la prise de décision reste limitée.

Sigma conseil estime **le taux de femmes médecins à 50%, les diplômées de pharmacie seraient de 72%** et selon une étude relative à la profession des infirmières, les infirmières constitueraient 64% de la profession<sup>12</sup>. Dans certaines régions le personnel paramédical « est clairement à majorité féminine atteignant un ratio de 80% par endroits, alors que le personnel médical tend plus ou moins à l'égalité »<sup>13</sup>.

Tableau 6 : Distribution des médecins par secteur selon le genre

	Libre pratique	Santé publique	Total	Part d'insertion dans la santé publique
Femmes	2023	3325	5348	62,2%
Hommes	4885	3663	8548	42,9%
Total	6908	6988	13896	50,3%

Source : Base de données du CNOM, décembre 2015, calcul des ratios par les auteurs

Les données du Conseil National de l'ordre des médecins de l'année 2015 indiquent que les femmes médecins ont plus tendance à une pratique hospitalière (62.2%) contre 50.3% des hommes médecins.

7 <http://www.aswatnissa.org/wp-content/uploads/2020/04/Lettre-ouverte-en-fran%C3%A7ais-2-converti-2.pdf>

8 <http://www.kapitalis.com/anbaa-tounes/2020/04/24/%D8%AA%D9%88%D9%86%D8%B3->

9 <http://www.kapitalis.com/anbaa-tounes/2020/04/24/%D8%AA%D9%88%D9%86%D8%B3->

10 "COVID-19: the gendered impacts of the outbreak", The Lancet, Vol 395 March 14, 2020. [https://www.thelancet.com/action/showPdf?pii=S0140-6736\(20\)2930526-2](https://www.thelancet.com/action/showPdf?pii=S0140-6736(20)2930526-2)

11 <http://www.webdo.tn/2018/03/08/tunisie-50-medecins-40-juges-femmes/>

12 [https://www.latunisiemedicale.com/article-medicale-tunisie\\_3470\\_fr](https://www.latunisiemedicale.com/article-medicale-tunisie_3470_fr)

13 Etude dans les 13 régions défavorisées en Tunisie., Résultats de l'évaluation du programme PAZD.

<http://www.santetunisie.rns.tn/images/docs/anis/actualite/2018/avril/paz2/Article-5-Sant-et-Genre-valuation-PAZD-II.pdf>

La féminisation du secteur n'a pas été suivie par une prise en compte des besoins spécifiques des femmes et notamment en matière de garde des enfants.

Ainsi, l'annonce du chef du gouvernement du **13 mars des mesures visant à endiguer la propagation du virus Covid-19, renforcées le 16 mars** comportait la fermeture des crèches et des jardins d'enfant sans aucune alternative institutionnelle. Le chef du gouvernement a indiqué dans son discours que les enfants pouvaient être confiés à la famille et aux voisins. En période de confinement et avec les recommandations de distanciation sociale et de protection des personnes âgées, le réseau de solidarité sociale habituelle basée sur l'aide des grands parents en grande partie n'était plus opérant.

D'autres part le **Décret gouvernemental n° 153 du 17 Mars 2020** fixant les dispositions exceptionnelles relatives au travail des agents de l'Etat, des collectivités locales, des établissements publics à caractère administratif et des entreprises publiques et qui a été étendu aux professionnels de santé le 23 Mars par le Ministre de la santé prévoit une inaptitude pour les femmes enceintes.

Les femmes qui allaitent ou celles dont les enfants sont en bas âge, les familles monoparentales ou celles qui ont des malades ou des parents âgés à charge n'ont pas été prises en considération alors que le travail en zone COVID-19 peut les amener à une absence de 14 jours de suite.

Il faut noter également que les professionnelles de santé ont également fait face à des difficultés pour assurer leur transport en raison de la rareté du transport public déjà en difficulté et des mesures de prévention et de distanciation sociale prises par les transporteurs privés.

### RECOMMANDATIONS

- Garantir les équipements de protection individualisés pour toutes les professionnelles de santé.
- Prévoir un plan pour la reprise des crèches et des jardins d'enfant tenant compte des conditions de travail de leurs parents.
- Responsabiliser les structures hospitalières et sanitaires pour retrouver des solutions pour la garde des enfants (certains hôpitaux ont ouvert leurs jardins d'enfants)
- Prendre en considération pour les horaires du travail et les postes de soins (covid+/covid-) de la situation des mères allaitantes ou ayant des enfants en bas âge, des familles monoparentales et des familles ayant des malades à charge.
- Assurer le transport des professionnels de la santé.

### L'accès aux services des soins reproductifs et sexuels en temps de COVID-19

La Tunisie a développé depuis l'indépendance des services de santé reproductive accessibles et gratuits. Dans le secteur public, les services sont disponibles au sein des structures de l'Office national de la famille et de la population ONFP dans les 24 gouvernorats, dans quelques services universitaires (Tunis, Sousse, Monastir, Sfax) ainsi que dans les centres de santé de base. La contraception et l'avortement sont assurés à la fois dans le secteur public et privé.

Indicateurs	Mics 4 (2012)	Mics 6 (2019)
Taux de prévalence contraceptive	62,5%	50,7%
Besoin satisfait pour la contraception	90,0%	71,9%

Les dernières années, les services SSR connaissent des difficultés et un recul au niveau de plusieurs indicateurs tel que le taux de prévalence contraceptive. L'accès à l'avortement est également de plus en plus restreint surtout dans le secteur public.

C'est dans ce contexte que la crise COVID-19 est venue aggraver les difficultés d'accès aux SSR où la priorité a été accordée à la mise en place des circuits de prise en charge COVID-19. L'absence ou le manque des équipements de protection individualisés surtout les premières semaines avec la confusion quant aux modalités d'application de la décision du Ministère d'arrêter les consultations non urgentes et les opérations à froid ont abouti à la fermeture de plusieurs centres de l'ONFP et des centres de santé de base. Ainsi les 50% des femmes utilisant la planification familiale et ayant besoin de se réapprovisionner régulièrement ont eu des difficultés d'accès aux soins. L'interruption volontaire de la grossesse n'a pas été possible pour plusieurs femmes selon les témoignages recensés par les associations et ayant fait objet d'un appel de la société civile : **APPEL URGENT AUX AUTORITÉS PUBLIQUES POUR ASSURER LA CONTINUITÉ DE L'ACCÈS AUX SERVICES DE LA SANTÉ SEXUELLE ET DE LA REPRODUCTION**<sup>14</sup>.

Le circuit de prise en charge des accouchements des femmes en temps de Covid-19 a également eu quelques difficultés ; nous citons le cas d'une femme enceinte suspecte d'être COVID 19 positive qui a accouché dans l'ambulance à Kairouan ou une autre qui a accouché aux services d'urgence à Tunis.

L'enquête menée par l'association Tawhida Bechickh avec l'association des sages-femmes auprès de 126 sages-femmes confirment ces données et relatent que 50% des services SSR ont réduit leurs activités ou ont carrément arrêté les prises en charge.

Le 24 Avril 2020 le Ministère de la Santé a émis la **circulaire 23 /2020** ordonnant la reprise des activités de soins à froid dans le secteur public et privé avec mention particulière pour les consultations prénatales, les soins maternels et infantiles et les services de santé sexuelle et reproductive.



### RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES CONTINUITÉ DES SOINS ESSENTIELS EN PÉRIODE Covid 19

<b>1- Établir des mécanismes de gouvernance et de coordination</b> Mettre en place un mécanisme de coordination régionale redevable au niveau central comprenant toutes les parties prenantes pour les soins essentiels Établir une feuille de route par le comité régional afin d'assurer la continuité des soins essentiels
<b>2-Listing des services essentiels</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➢ Santé maternelle néonatale et infantile, santé sexuelle et reproductive</li> <li>- La Consultation Prénatale,</li> <li>- La Consultation postnatale,</li> <li>- Les Soins obstétricaux essentiels et néonataux</li> <li>- La vaccination de la primo enfance et des femmes en âge de reproduction</li> <li>- Accès aux méthodes de contraception y compris la Contraception d'urgence,</li> <li>- L'interruption volontaire de grossesse y compris médicamenteuse</li> <li>- La prise en charge des infections sexuellement transmissibles</li> <li>➢ Les maladies non transmissibles et les populations vulnérables</li> </ul>

14 <https://www.businessnews.com.tn/appele-aux-autorites-pour-assurer-la-continuite-de-lacces-aux-services-de-la-sante-sexuelle,520,97279,3>



## RECOMMANDATIONS

- Garantir l'accès des femmes aux services de santé sexuelle et reproductive et remettre en marche tous les centres de l'ONFP, les centres de santé de base et prévoir leur circuit d'accueil dans les services hospitaliers
- Assurer les équipements de protection individualisée à toutes les professionnelles de santé.
- Assurer la disponibilité dans les pharmacies des structures publiques et privées des contraceptifs y compris la contraception d'urgence, de la mise à disposition de l'avortement médicamenteux dans les unités/ cliniques de gynécologie privée.



## Leadership féminin et réponse au Covid-19

La crise du Covid-19 a démontré les qualités indéniables du leadership féminin pour gérer et répondre efficacement à une crise inédite. Le point commun entre les pays ayant le mieux géré la crise n'est autre que le lead féminin (Islande, Allemagne, Taiwan, Nouvelle-Zélande, et quelques autres)<sup>15</sup>.

En Tunisie, les femmes médecins et scientifiques ont été au-devant de la scène dès le déclenchement de la crise. Pour ne citer que deux exemples :

- Professeure Nissaf Ben Alaya, directrice générale de l'Observatoire national des maladies nouvelles et émergentes (ONMNE) qui s'est démarquée par sa réactivité aux premiers signes de la pandémie et sa présence continue pour informer le public et assurer le suivi de la propagation du virus<sup>16</sup>.
- Professeure Ilhem Boutiba, à la tête d'une équipe de chercheuses au laboratoire de microbiologie de l'hôpital Charles-Nicollé de Tunis qui a parvenu au séquençage des souches du SARS-CoV-2, responsable du Covid-19. Effort salué par l'OMS qui a souligné que la Tunisie est le premier pays de la région à publier ses résultats dans GenBank<sup>17</sup>.



Ministre de la santé et équipe du laboratoire microbiologique – crédit photo Jeune Afrique i

Ces réussites sont en contraste avec la sous-représentation des femmes dans l'exécutif et le législatif et leur quasi-exclusion des hautes instances de prise de décision pour répondre au Covid-19.

### • Les femmes au pouvoir, données de départ

La Constitution tunisienne dispose dans son article 46 que « L'État garantit l'égalité des chances entre l'homme et la femme pour l'accès aux diverses responsabilités et dans tous les domaines. L'État s'emploie à consacrer la parité entre la femme et l'homme dans les assemblées élues. ». Cette consécration constitutionnelle peine à trouver une consécration dans la pratique.

- Les femmes dans le cabinet présidentiel : Pour la première fois en Tunisie, une femme est nommée Cheffe de cabinet présidentiel. Au 30 Avril, le cabinet compte 5 femmes sur un ensemble de 19 nominations.

- Les femmes dans le gouvernement : Le gouvernement d'Ilyes Fakhfakh ayant obtenu le vote de confiance le 27 février, compte 6 femmes (4 ministres et 2 secrétaires d'Etat) sur 32 membres, soit 19%. Gouvernement 4 ministres et 2 secrétaires d'Etat sur 32 membres Pour la première fois en Tunisie, une femme est nommée à la tête d'un ministère régalién Thouraya Jeribi, ministre de la Justice. On note également que la Ministre de la femme ( Asma Shiri) a été nommée porte-parole du gouvernement (8 avril).

Toutes les ministres nommées sont indépendantes, ceci s'explique par le fait que peu de parties politiques aient proposé des femmes dans les listes adressées au Chef du gouvernement pour une coalition gouvernementale et prouve l'incapacité des partis politiques à renforcer un lead féminin.

Sur l'ensemble des conseillers et chargés de mission auprès du cabinet du Chef du gouvernement, on compte jusqu'au 30 avril aucune femme.



- Les femmes dans l'Assemblée des représentants du peuple ( ARP) L'ARP compte 57 femmes sur un ensemble de 217 députées soit un taux de 26,27 %. Le bureau de l'ARP compte 4 femmes sur 13. Une seule femme est à la tête d'un bloc parlementaire.

- Les femmes dans les collectivités locales : Les femmes représentent 47% des candidats élus aux élections municipales du 6 mai 2018, elles ne constituent que 19 % des présidents de municipalités.

15 "What Do Countries With The Best Coronavirus Responses Have In Common? Women Leaders", <https://www.forbes.com/sites/avivahwittenbergcox/2020/04/13/what-do-countries-with-the-best-coronavirus-reponses-have-in-common-women-leaders/#768f69c13dec>; <https://www.leconomistmaghrebin.com/2020/04/14/forbes-crise-covid-19-mieux-geree-leadership-feminin/>; "Women leaders are doing a disproportionately great job at handling the pandemic. So why aren't there more of them?"; <https://edition.cnn.com/2020/04/14/asia/women-government-leaders-coronavirus-hnk-intl/index.html>

16 « Nissaf Ben Alaya, cette lionne en combat,.... Une héroïne s'impose, forçant le respect. »

<https://www.leaders.com.tn/article/29574-decouvrez-leaders-magazine-d-avril-2020-exceptionnel-telechargement-gratuit>

17 <https://www.jeuneafrique.com/928630/societe/ilhem-boutiba-ben-boubaker-nous-avons-reussi-a-sequencer-le-virus-en-tunisie/>

## Les femmes quasi-exclues des hautes instances de décision dédiées à la réponse au COVID-19

La Tunisie a développé depuis l'indépendance des services de santé reproductive accessibles et gratuits. Dans le secteur public, les services sont disponibles au sein des structures de l'Office national de la famille et de la population ONFP dans les 24 gouvernorats, dans quelques services universitaires (Tunis, Sousse, Monastir, Sfax) ainsi que dans les centres de santé de base. La contraception et l'avortement sont assurés à la fois dans le secteur public et privé.

En réponse au Covid-19, en plus du Conseil national de sécurité présidé par le Président de la République, plusieurs commissions de crise ont été créées. Si le comité scientifique, du Ministère de la santé pour la lutte contre le Covid-19, compte parmi ses membres plusieurs figures féminines (la composition reste fluctuante, les femmes en constituent entre 30 et 50%), il en est autrement des autres instances et conseils.

### • Le Conseil national de sécurité

Le Conseil national de sécurité sous la Présidence de la République fixe les stratégies et politiques générales en matière de sécurité. Les décisions relatives au couvre-feu ou encore à l'Etat d'urgence ont été prises après sa consultation. Sur une quinzaine de membres, deux femmes assistent aux réunions du conseil : la Ministre de la justice et la cheffe du cabinet présidentiel ; ce qui démontre encore une fois l'absence des femmes en matière de prise de décision<sup>18</sup>.

### • L'Instance nationale de lutte contre le Corona<sup>19</sup>

Cette Instance a pour mission, la coordination entre le comité national et les comités régionaux de lutte contre les catastrophes naturelles ainsi que le suivi de la régularité de l'approvisionnement en produits de base, la distribution des aides sociales au profit des familles démunies ou sans revenu ; elle est amenée à présenter des recommandations aux différentes parties prenantes. Il est à déplorer la très faible représentativité des femmes dans cette Instance, seule la Ministre de la justice y siège.

### • La Cellule de crise corona virus à l'ARP

L'assemblée générale de l'ARP a voté le 26 mars<sup>20</sup>, six mesures exceptionnelles pour assurer les fonctions de l'ARP durant la crise du Covid-19 en permettant à l'ARP et aux commissions de tenir leurs réunions et plénières par moyens de télécommunication mais aussi en prévoyant des modalités restreinte pour l'examen rapide des projets des lois. Dans ce cadre, la cellule de crise chargée du suivi de la pandémie du Covid-19 a été habilitée à exercer une mission de contrôle de l'action gouvernementale en dehors des plénières.

La cellule de crise présidée par le président de l'ARP se compose de 20 membres dont 5 femmes seulement. Plusieurs rencontres avec différents Ministères ont été effectuées mais pas encore avec le MFES ; ce qui démontre le faible intérêt à toute approche genre.

## • Les répercussions de l'absence d'un leadership féminin dans la réponse au Covid-19

- Renforcer les inégalités hommes- femmes surtout que les femmes sont en première ligne pour répondre à la crise sur le terrain.

- L'absence d'une approche genre répondant aux besoins spécifiques des femmes et défendant leurs droits ce qui se vérifie aussi bien dans l'action parlementaire que dans les décrets lois adoptés par le chef du gouvernement en réponse au Covid-19.

- L'absence des femmes politiques du paysage de crise les prive de toute démarcation et d'un positionnement de leader dans le futur. Ceci se vérifie par l'ascension du Ministre de la santé dans le baromètre politique du mois d'avril (+37 points), d'ailleurs sur ce sondage, on ne trouve que deux femmes seulement (Abir Moussi et Samia Abbou) sur une vingtaine d'homme<sup>21</sup>.

Il est à noter que la société civile a adressé une lettre ouverte au président du gouvernement pour lui demander d'adopter une approche genre dans la gestion de la crise COVID -19<sup>22</sup>.



Le nouveau billet de 10 dinars à l'effigie de la médecin Tawhida Ben Cheikh. Fethi Belaid / AFP

<sup>18</sup> La composition du conseil de sécurité nationale, d'après le décret gouvernemental n° 2017-70 du 19 janvier 2017- Art. 2 - Le Président de la République préside le conseil de sécurité nationale qui se compose des membres suivants :1- Le chef du gouvernement,2- Le président de l'assemblée des représentants du peuple,3- Les ministres chargés de la justice, de la défense, de la sécurité, des affaires étrangères et des finances,4- Le chef du centre national des renseignements. Les ministres mentionnés ci-dessus peuvent demander l'autorisation de présence pour les dirigeants, directeurs généraux ou chefs de structures dont les compétences sont liées aux missions du conseil pour assister à ses travaux. Les membres du gouvernement, autres que ceux mentionnés ci-dessus, sont invités à participer aux travaux du conseil de sécurité nationale, chaque fois que des questions relevant de leurs attributions sont inscrites à l'ordre du jour. Le Président de la République peut inviter aux travaux du conseil toute personne dont il juge la présence utile.

<sup>19</sup> Le chef du gouvernement a annoncé mercredi 25 mars 2020, la création d'une Instance nationale de lutte contre le Covid 19, laquelle se compose des ministres de la Défense nationale, de l'Intérieur, de la Justice, de la Santé, des Finances, du Commerce, des Affaires locales, des Affaires sociales, des Technologies de la communication, du Transport, en plus des cadres supérieurs et des structures intervenantes.

<sup>20</sup> <https://majles.marsad.tn/2019/docs/5e8744004f24d0118f250d71> (en arabe).

<sup>21</sup> D'après le baromètre politique du mois d'avril du journal Lelmaghreb et Sigma conseil (<https://ar.lemaghreb.tn/>)

<sup>22</sup> <http://www.aswatnissa.org/wp-content/uploads/2020/04/Lettre-ouverte-en-fran%C3%A7ais-2-converti-2.pdf>

## RECOMMANDATIONS

- Inclure des expert(e)s en genre au sein des comités de gestion de la crise sanitaire.
- Assurer la participation équitable des femmes aux prises de décisions relatives à la planification des interventions et de la gestion des conséquences à long terme sur tous les plans : économiques, sociaux et budgétaires.
- Mettre des stratégies pour combattre les violences politiques et sexistes dont sont victimes les femmes politiques visant à les exclure de l'espace public notamment en appliquant les mesures prévues par la loi 58-2017.
- Soutenir la Haica pour affirmer la nécessité de respecter la parité dans la communication de crise et demander aux médias de s'abstenir de la diffusion de stéréotypes quant aux rôles sociaux des femmes et des hommes.
- Soutenir l'activation du Conseil des pairs pour l'égalité et l'équivalence des chances ayant pour principale mission d'intégrer l'approche genre dans les politiques et plans de développement en Tunisie (planification, programmation, évaluation et budgétisation)<sup>23</sup>.
- Soutenir l'activation du décret gouvernemental relatif à la prise en considération de l'approche genre dans la nomination aux hautes fonctions de l'Etat<sup>24</sup>.
- Soutenir le Parlement pour l'adoption d'une approche égalitaire dans son règlement intérieur et pour l'intégration d'une approche genre systématique aussi bien dans sa mission législative que dans sa mission de contrôle.

<sup>23</sup> Décret gouvernemental n°2016-626 du 25 mai 2016

<sup>24</sup> Décret n°31 du 29 novembre 2018.





